



Liberté • Egalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION  
NORD - PAS-DE-CALAIS

Direction régionale de  
l'environnement,  
de l'aménagement et du  
logement

Unité Territoriale du  
Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 GRAVELINES

Affaire suivie par :

Sébastien CARRE

Tél : 03.28.23.81.59

Fax : 03.28.65.59.45

Sebastien.carre@developpement-durable.gouv.fr

Gravelines, le - 2 JUIN 2014

**RAPPORT**  
**DE L'INSPECTION DES**  
**INSTALLATIONS CLASSÉES**

**POUR PASSAGE AU**  
**CODERST**

**OBJET** : Garanties financières pour la constitution pour la mise en  
sécurité des installations soumises à constitution de  
garanties financières - Rapport proposant un arrêté  
complémentaire

**N° S3IC** : 070.00802

**Type d'établissement** : A

**Assujettissement TGAP** : Non

**Équipe** : G4

**DEMANDEUR**

**Raison sociale** : CHIMIREC-NOREC

**Siège social** : ZAL de Mussent  
62129 ECQUES

**Adresse de l'établissement** : ZAL de Mussent  
62129 ECQUES

**Contact** : Mme MARTI Emilie – Responsable QSE

## Sommaire

### Annexes

I Objet du présent rapport  
II Analyse de l'inspection des installations classées  
III Proposition de l'inspection des installations classées

Annexe 1 : Proposition de garanties financières de l'exploitant  
Annexe 2 : Proposition d'arrêté préfectoral

## **I. OBJET DU PRESENT RAPPORT**

Les articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement imposent l'obligation de constituer des garanties financières en vue de la mise en sécurité de certaines installations classées pour la protection de l'environnement, à compter du 1er juillet 2012. Les installations dont le montant est inférieur à 75 000 euros sont toutefois exemptées de cette obligation.

Conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières, l'exploitant est concerné et a transmis à Monsieur le Préfet sa proposition de calcul du montant des garanties financières pour la mise à l'arrêt des installations. Le site est en effet autorisé au titre des rubriques ICPE suivantes : 2717 et 2790.

## **II. ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

La proposition de montant transmis par l'exploitant figure en annexe 1.

Ces éléments ont été examinés par l'inspection des installations classées au regard des dispositions :

- des articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement,
- de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées,
- des instructions de la note de la DGPR du 20 novembre 2013.

Les montants proposés n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

Sur la base des éléments d'actualisation prévu à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières :

Taux de TVA au 31/01/2014	20 %
Taux de TVA en janvier 2011	19,6 %
Indice TP01 publié au 31/01/2014	703,6
Indice TP01 publié au 31/01/2011	667,7
$\alpha$	1,0573

et M, le montant global des garanties proposé étant égal à  $Sc[Me + \alpha(Mi + Mc + Ms + Mg)]$ , le montant des garanties financières à constituer par l'exploitant s'élève et se décompose comme suit :

M	Me	Mi	Mc	Ms	Mg
Montant global	Montant élimination des déchets et produits	Montant inertage des cuves	Montant clôture	Montant surveillance	Montant gardiennage
178 152 €	128 936 €	6 100 €	243 €	20 438 €	4 451 €

S'agissant des suites à donner, le montant proposé étant supérieur ou égal à 75 000 Euros, il doit être fixé par arrêté préfectoral complémentaire.

### III. PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Compte tenu des éléments qui précèdent, et en application des dispositions de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de fixer par arrêté préfectoral complémentaire pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31 du Code de l'environnement le montant des garanties financières applicables à l'exploitant. Un projet en ce sens est joint en annexe 2.

Il est proposé à Monsieur le Préfet de soumettre le projet d'arrêté préfectoral complémentaire au CODERST.

L'Ingénieur divisionnaire de l'Industrie et des Mines,  
Inspecteur de l'environnement  
Spécialité Installations Classées



Sébastien CARRÉ

Vu et transmis à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Nord - Pas-de-Calais - À l'attention de Monsieur le Chef du Service Risques.

- 2 JUIN 2014

Gravelines, le .....

L'Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Mines,  
Chef de mission,  
Chef de l'Unité Territoriale du Littoral



David LEFRANC

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais  
DAG – BPUP – Section des IC

Lille, le ..... 17 JUIN 2014

P/Le Directeur et par délégation,  
L'Ingénieur des Mines,  
Chef du Service Risques



Alexandre DOZIÈRES



**Annexe N°1**

# **GARANTIES FINANCIERES DOSSIER TECHNIQUE**



**CHIMIREC  
NOREC**

**SITE DE ECQUES**



# SOMMAIRE

1. GARANTIES FINANCIERES.....	2
A. RECENSEMENTS DES DOCUMENTS EXISTANTS .....	2
B. MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES (M).....	2
1. STOCK DE DECHETS ET PRODUITS ( $M_E$ ).....	3
2. NEUTRALISATION DE CUVES ENTERREES ( $M_I$ ) .....	4
3. LIMITATION DES ACCES DU SITE ( $M_C$ ).....	4
4. CONTROLE DES EFFETS DE L'INSTALLATION SUR L'ENVIRONNEMENT ( $M_S$ ).....	5
5. GARDIENNAGE DU SITE OU TOUT AUTRE DISPOSITIF EQUIVALENT ( $M_G$ ).....	5
C. MONTANT TOTAL DE LA GARANTIE FINANCIERE.....	7
2. ANNEXES .....	8





## A. Recensement des documents existants

Arrêté préfectoral n° DAGE/BPUP/IC-GM-n°2011-289

## B. Montant des garanties financières (M)

Le calcul a été établi selon la formule :  $M = S_c [M_E + \alpha (M_I + M_C + M_S + M_G)]$

Où  $S_c$  est le coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier. Ce coefficient est fixé par l'arrêté du 31 Mai 2012 comme égal à 1,1.

Où  $\alpha$  est l'indice d'actualisation des coûts.

On définit  $\alpha$  tel que :

$$\alpha = (\text{index} / \text{index}_0) * [(1 + \text{TVA}_R) / (1 + \text{TVA}_0)]$$

Où :

*Index* : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières **soit 701,7** (indice TP01 de Juin 2013).

*Index<sub>0</sub>* : indice TP01 de janvier 2011, **soit 667,7**.

*TVA<sub>R</sub>* : taux de TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières, **soit 19,6%**.

*TVA<sub>0</sub>* : taux de TVA applicable au 1<sup>er</sup> Janvier 2011, **soit 19,6%**.

$$\alpha = (701,7 / 667,7) * [(1 + 19,6) / (1 + 19,6)]$$

$$\alpha = 1,05$$

### 1. Stock de déchets et produits (M<sub>E</sub>)

Conformément à la gestion des produits dangereux et des déchets, l'estimation a été réalisée sur les stocks maximaux de déchets potentiellement présents sur le site. Les produits vendables ou valorisables ne sont pas comptabilisés mais apparaissent dans le tableau de synthèse (cf. annexe 1).

Sont prises en compte dans la méthode de calcul :

- La quantité totale de produits ou de déchets dangereux à éliminer
- La quantité totale de déchets non dangereux à éliminer

Les calculs sont détaillés dans l'annexe 1 jointe :

- **M<sub>E</sub> déchets dangereux** (vrac et conditionnés) égal à **123 815,26 € TTC**
- **M<sub>E</sub> déchets non dangereux** (vrac et conditionnés) égal à **2 110 € TTC**
- **M<sub>E</sub> Produits dangereux** (vrac et conditionnés) égal à **3010,40 € TTC**

Les modalités de transports, de conditionnement, les centres de traitement ainsi que les coûts unitaire de traitement et de transport sont également détaillés dans l'annexe 1.



$$M_E = 128\,935,66 \text{ €}$$

## 2. Neutralisation de cuves enterrées ( $M_I$ )

Le site CHIMIREC NOREC de Ecques possède trois cuves enterrées mais une seule cuve est considérée. Celle-ci est une cuve de 30 m<sup>3</sup>.

La méthode de calcul utilisée est la formule suivante :

$$M_I = \sum N_C (C_N + P_B \times V)$$

Où :

$N_C$  : nombre de cuves à traiter

$C_N$  : cout fixe relatif à la préparation et au nettoyage des cuves

$P_B$  : prix du m3 de remblai inerte béton 130 €/m3

$V$  : volume des cuves en m3

$$M_I = 1 (2200 + 130 \times 30)$$

$$M_I = 6\,100 \text{ €}$$

## 3. Limitation des accès du site ( $M_C$ )

La totalité du site étant déjà clôturé, seuls les panneaux d'interdiction d'accès sont pris en compte dans le calcul. Celui-ci tient compte d'un périmètre de six cent cinquante-huit mètre cinquante (658,5) (voir plan de masse en annexe 2).

La méthode de calcul utilisée est la formule suivante :

$$M_C = P \times C_C + N_P \times P_P$$

Où :

$P$  (en mètres) : est le périmètre de la parcelle occupée par l'ICPE et ses équipements connexes

$C_C$  : coût linéaire de la clôture

$N_P$  : nombre de panneaux de restriction d'accès au lieu ([Nombre d'entrées du site + Périmètre] / 50)

$P_P$  : Prix d'un panneau (15€)

$$M_C = 658,5 \times 0 + [3 + (658,50 / 50)] \times 15$$

$$M_C = 242,55 \text{ €}$$



#### 4. Contrôle des effets de l'installation sur l'environnement (M<sub>s</sub>)

Conformément à l'Arrêté préfectoral n° DAGE/BPUP/IC-GM-n°2011-289 en date du 22/12/2011, les pollutions accidentelles sont prévenues par la mise sur rétention de la totalité des zones de stockage.

La prévention de la pollution des eaux est prévenue par quatre (4) piézomètres déjà en place, implantés sur le site afin de suivre les eaux de la nappe, deux piézomètres sont situés en amont hydraulique et deux piézomètres en aval hydraulique des activités.

Annuellement, des analyses sont effectuées, et les résultats de ces contrôles sont enregistrés et transmis à l'inspection.

La méthode de calcul utilisée est la formule suivante :

$$M_s = N_p \times (C_p \times h + C) + C_D$$

Où :

*N<sub>p</sub> : Nombre de piézomètre à installer (Piézomètres déjà installés sur le site de CHIMIREC NOREC)*

*C<sub>p</sub> : cout unitaire de la réalisation des piézomètres (Travaux déjà réalisés sur le site CHIMIREC NOREC)*

*H : profondeur des piézomètres*

*C : cout du contrôle et de l'interprétation des résultats de la qualité des eaux de la nappe sur la base de 2 campagnes soit 2 000 € TTC)*

*C<sub>D</sub> : cout d'un diagnostic de pollution des sols déterminé de la manière suivante*

*Si la superficie est inférieure ou égale à 10 ha 10 000 € TTC + 5000 € TTC / ha*

$$M_s = 0 \times (300 \times 0 + 2000) + 10000 + (5000 \times 2,0875)$$

$$M_s = 20\,437,50 \text{ €}$$

Notes :

*Le site comptant déjà quatre piézomètres installés, la valeur C<sub>p</sub> ainsi que la profondeur des piézomètres ont été mises à zéro (pas de coût lié à l'installation de piézomètres à prévoir).*

*La valeur C<sub>D</sub> est calculée sur l'emprise au sol du terrain de CHIMIREC NOREC, soit 2,0875 ha.*

#### 5. Gardiennage du site ou tout autre dispositif équivalent (M<sub>G</sub>)

Le Groupe CHIMIREC a choisi la vidéo surveillance pour l'ensemble de ses sites, compte tenu des avantages indéniables que procure ce système du point de vue de la sécurité et de la fiabilité.

Celle-ci est reconnue par les professionnels comme un outil de travail essentiel pour tous les acteurs économiques confrontés aux problèmes de l'insécurité. C'est le moyen le plus efficace de lutte contre la malveillance en matière de sécurité.

Il est intéressant de rappeler les avantages de ce système, tant en termes d'efficacité, que de suffisance au regard des besoins d'un site sans exploitation :

- Prévention par la dissuasion (affichage et visuel sur les cameras)
- Protection des installations par un système 24h/24h



- Fourniture d'indices aux forces de l'ordre par preuves d'images
- Consultation rapide des archives d'images à distance ou directement sur l'enregistreur vidéo du site

Le système installé sur le site de Ecques sera réalisé par la société « DELTA SECURITY SOLUTIONS ». Ce système sera installé début 2014.

**Le système comportera (cf. annexe 3) :**

- 16 caméras couleur,
- 2 enregistreurs numériques avec graveur CD/DVD et un disque dur spécialement adapté aux contraintes vidéosurveillance : SATA/technologie 24h/24,
- 1 système de surveillance intrusion et de détection incendie, raccordé à une centrale indépendante, et relié en permanence à une ligne téléphonique exclusive d'astreinte (l'astreinte fait par ailleurs l'objet d'une procédure détaillée),
- 1 ordinateur (portable) et une tablette pour consultation des images,
- 1 contrat de maintenance (entreprise « DELTA SECURITY SOLUTIONS »).

Compte tenu de ces éléments, le calcul a été réalisé, en prenant en compte pour une durée de six mois, l'énergie nécessaire au fonctionnement par EDF, le contrat de maintenance, le contrat d'alarme et de télésurveillance avec la société « DELTA SECURITY SOLUTIONS ». Le calcul est détaillé selon les critères suivants, selon la formule :

$$M_G = C1 + C2 + C3 + C4 + C5$$

Où :

*C1 : Consommation électrique EDF de l'installation pour 6 mois, soit 800 €*

*C2 : Maintenance de l'installation de vidéosurveillance par la société « DELTA SECURITY SOLUTIONS » pour 6 mois de service, incluant les prestations main d'œuvre de dépannage : 121 x 6, soit 726 €*

*C3 : Abonnement à la Télésurveillance DELTA SECURITY SOLUTIONS pour 6 mois de service : 450 €*

*C4 : Ronde astreinte sur site : 2 h (40 €/h de ronde) par semaine pendant 26 semaines : 2 x 40 x 26, soit 2 080 €*

*C5 : Maintenance du système anti-intrusion sur 6 mois, incluant les prestations main d'œuvre de dépannage : 395,11 €*

$$M_G = 800 + 868,32 + 326,65 + 2\,080 + 395,11$$

$$M_G = 4\,451,11 \text{ €}$$





### C. Montant Total de la garantie financière

Compte tenu des données explicitées ci-avant, et en appliquant la formule issue de l'arrêté du 31 Mai 2012 :

$$M = S_c [M_E + \alpha (M_I + M_C + M_S + M_G)] ;$$

Le montant TTC de la garantie financière proposée est de :

$$M = 1,1 \times [123\,815 + 1,05 \times (6\,100 + 243 + 20\,438 + 4\,470)]$$

$$M = 172\,300 \text{ €}$$



## **2. ANNEXES**



# Annexe 1 : Détail de la méthode de calcul du M<sub>E</sub>

Calcul du Me Déchets dangereux (en €TTC) – Montant total : 123 815,26 €

Famille de déchets dangereux	Rachetés ou repris à titre gratuit ? O/N	Quantité maximale Qi		Coût du transport			Coût des opérations d'élimination en €/t	Coût total d'élimination par famille de déchets
		Quantité maximale Qi en m3	Quantité maximale Qi en t	Coût de transport Ctri en €/km/t	Distance à l'extoيرة de traitement ou d'élimination en km	Coût du transport en €/t		
Vrac								
Huiles usagées	O	810	729	0,000 €		0 €	0 €	0 €
Eaux souillées	N	135	135	0,210 €		14 €	81 €	12 866 €
Filtres à huile	N	70	24	0,017 €		8 €	125 €	3 192 €
Emballages et matériaux souillés	N	125	35	0,220 €		37 €	231 €	9 387 €
Emballages métalliques	N	125	20	0,062 €		29 €	129 €	3 146 €
Solvants non-chlorés	O	50	116	0,135 €		32 €	0 €	3 666 €
Pâtes (boues de peinture, graisses, boues de séparateur hydrocarbure...)	N	50	78	0,218 €		22 €	197 €	17 098 €
Liquides de refroidissement usagés	N	80	85	0,069 €		37 €	36 €	6 207 €
Conditionné								
Pâtes (boues de peinture, graisses,...)	N	20	55	0,051 €		8 €	280 €	15 796 €
Emballages et matériaux souillés combustibles	N	10	3	0,189 €		28 €	490 €	1 554 €
Acides	N	60	10	0,150 €		28 €	710 €	7 380 €
Bases	N	35	6	0,134 €		22 €	679 €	4 205 €
Combustibles	N	5	2	0,116 €		27 €	2 410 €	4 874 €
Solvants non chlorés inflammables	N	50	65	0,090 €		17 €	94 €	7 196 €
Solvants chlorés	N	10	8	0,020 €		11 €	522 €	4 264 €
Huile alimentaire	O	8	20	0,000 €		0 €	0 €	0 €
Corrosifs, Phytos et labo	N	15	6	0,148 €		29 €	1 560 €	9 531 €
Tubes néon, ampoule	O	30	3,5	0,000 €		0 €	0 €	0 €
Piles	O	10	15	0,000 €		0 €	0 €	0 €
Batteries	O	60	60	0,000 €		0 €	0 €	0 €
Aérosols	N	60	8	0,108 €		17 €	895 €	7 295 €
Poudre, grenaille, pâtes métallifère	N	100	15	0,137 €		19 €	241 €	3 909 €
DEEE	N	120	13,0	0,517 €		42 €	131 €	2 250 €
Pots catalytiques usés	O	5	2	0,000 €		0 €	0 €	0 €



Calcul du Me Déchets non dangereux (en €TTC) – Montant total : 2 110 €

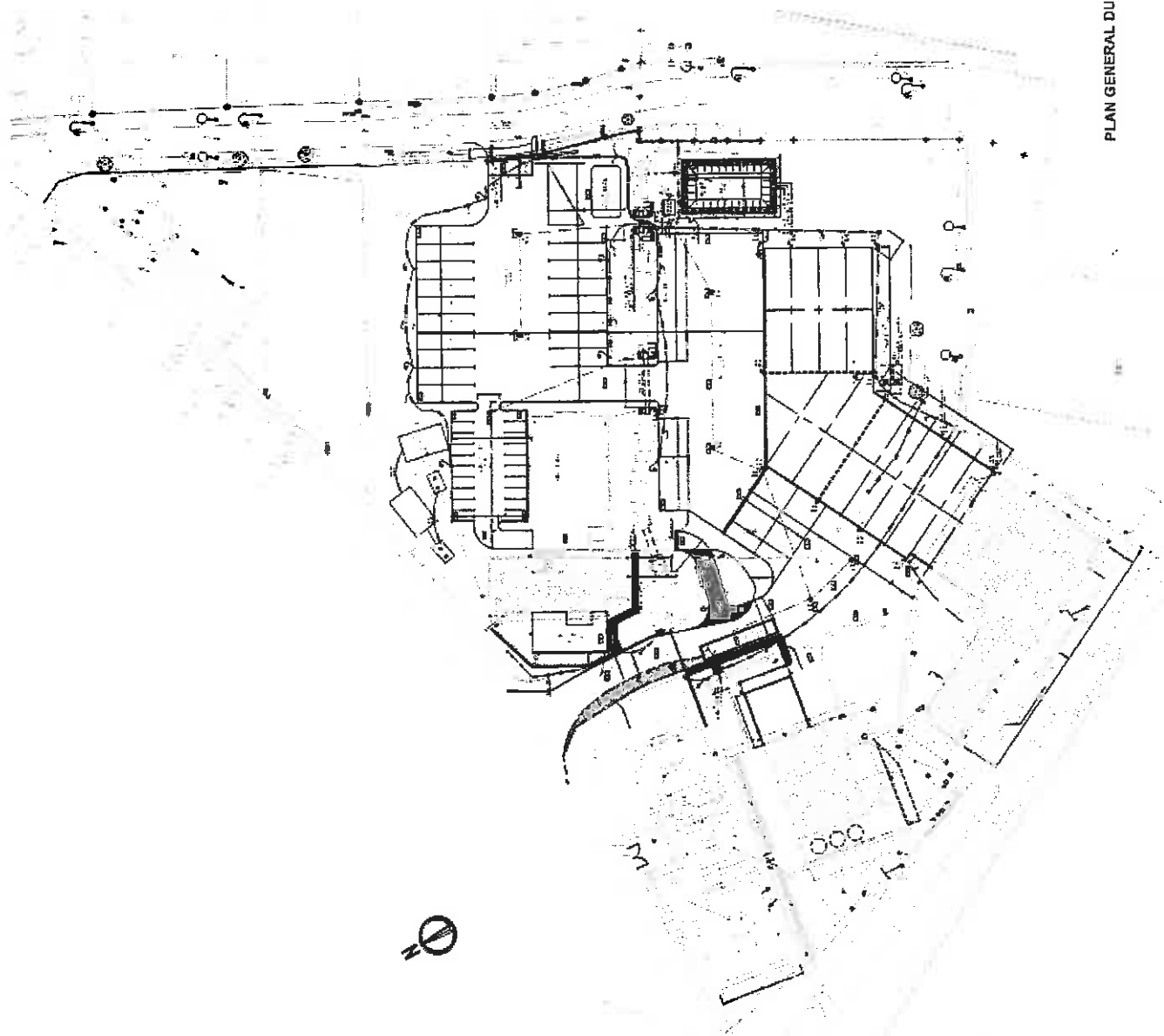
Famille de déchets dangereux	Rachetés ou repris à titre gratuit ? O/N	Quantité maximale Qi		Coût du transport			Coût des opérations d'élimination en €/t	Coût total d'élimination par famille de déchets
		Quantité maximale Qi en m3	Quantité maximale Qi en t	Coût de transport Ctri en €/km/t	Distance à l'exutoire de traitement ou d'élimination en km	Coût du transport en €/t		
<b>Vrac</b>								
Ferraille	O	30	4,5	0		0	0	0
Pneumatiques	N	105	10	0,520 €	75,8	39,4	77,3	1167
Pare-chocs	O	70	3	1,573 €	75	118		354
DIB/Pare-brises	N	35	5	3,192 €	13	41,5	76,3	589

Calcul du Me Autres produits (en €TTC) – Montant total : 3 010,40 €

Famille de produits	Rachetés ou repris à titre gratuit ? O/N	Quantité maximale Qi		Coût du transport			Coût des opérations d'achat en €/t	Coût total d'élimination par famille de déchets
		Quantité maximale Qi en m3	Quantité maximale Qi en t	Coût de transport Ctri en €/km/t	Distance au fournisseur	Coût du transport en €/t		
<b>Vrac</b>								
AD Blue	N	1	1,09	0	15	0	339	370
Bouteille d'Oxygène	N	2,3	0,01	0	15	0	12041	120,41
Gasoil non routier	N	2,4	2,028	0	15	0	1242,6	2520









## Annexe 3 : Dossier de présentation de l'installation de vidéosurveillance

### 3. VOTRE BUDGET SECURITE

Nous vous proposons une solution de location financière de votre installation et d'abonnement aux prestations de services de sécurité :

	Loyer total de l'installation pour une durée de 21 Trimestres
<b>Solution « matériel » :</b> Installation sur-mesure par des techniciens qualifiés et formés comprenant matériel, pose, paramétrage, essais, mise en service et formation	528,67 € HT / mois

\*Proposition de location financière sur une durée de 21 Trimestres sous réserve de l'accord de notre organisme financier.

<b>Maintenance <sup>(1)</sup> :</b> Comprenant : 1 visite de vérification par an et main d'œuvre de dépannages et tous déplacements, OU Pièces, Main d'œuvre de dépannages et tous déplacements, ainsi que 1 visite de vérification par an	121,00 € HT / mois  OU 229,00 € HT / mois
--	--

Votre solution sécurité comprend :

- Une installation sur-mesure par des techniciens qualifiés et formés.

**Date de début d'installation souhaitée :**

(sous réserve d'accord par notre service technique)

4 à 5 semaines environ suite à réception de commande

Pour Delta Security Solutions

Pour le client : cachet et signature

(Faire précéder de la mention "Lu et approuvé")

Lu et approuvé par **EC-NOREC**

741 rue du Bassin

92120 ERMES

01 47 00 70 70 - Fax 01 47 00 40 41

Siret : 480 000 000 - APE 7420Z

A **EC**

Le **11/05/2012**





Cette proposition est valable 1 mois à compter de sa date de réalisation. <sup>(1)</sup> Facturation annuelle, paiement par prélèvement trimestriel (voir détails sur le contrat). La signature de cette page par les deux parties fait acte de commande et d'acceptation des conditions générales de vente que le client reconnaît avoir lues et comprises sous réserve d'acceptation du dossier par notre service technique et par notre organisme en cas de financement du projet. La société DELTA SECURITY SOLUTIONS s'engage à respecter les besoins du client tels que définis ci avant. Vous reconnaissez que la société DELTA SECURITY SOLUTIONS a pleinement rempli son obligation de conseil en sa qualité de professionnel.

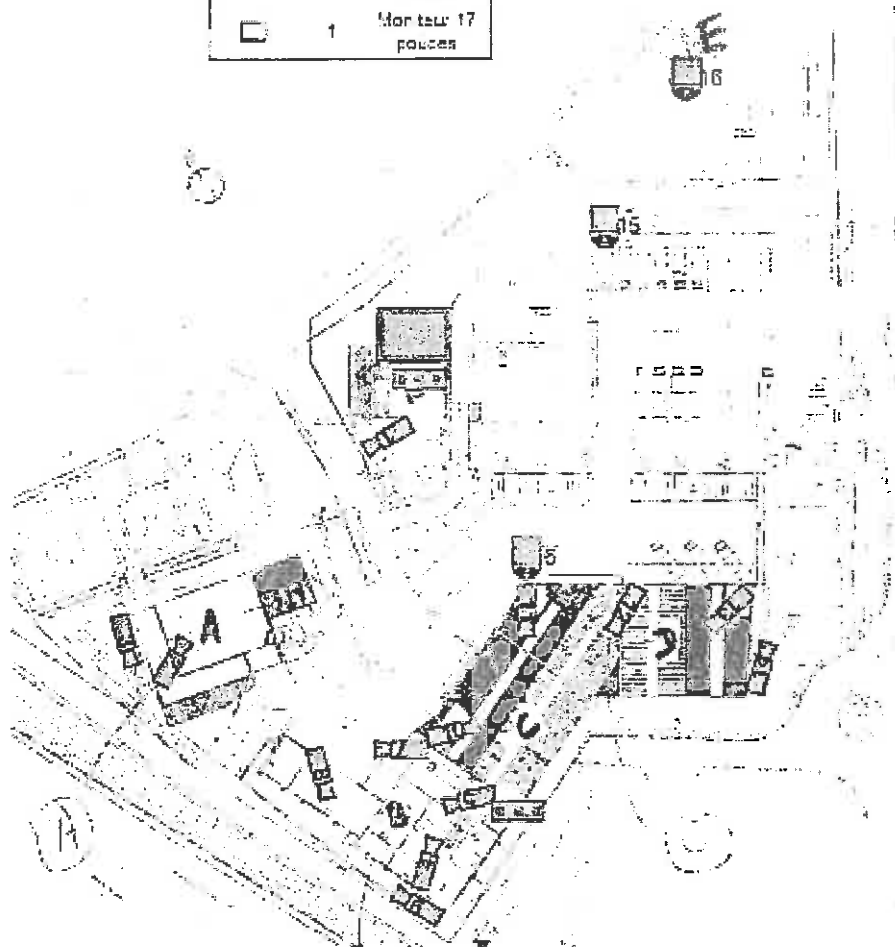
**Nous vous préconisons les options suivantes : Voir Option 1 page 12/18.**



## Implantations des caméras :

### Légende

Symboles de la légende		
	13	Camera Fixe avec Led's IR
	3	Dôme Motorisé 360°
	2	Enregistreur Vidéo
	1	Monteur 17 pouces



#### DELTA SECURITY SOLUTIONS

Cliant : CHIM'REC NOREC

Adresse : ZA DE MUSSENT - B213A ECGUES

Date : 24/04/2012

Projet n° : EA2010522 1.3

Schéma non contractuel. Schéma de principe sans échelle ; cet affichage n'a aucune portée juridique. Les données techniques des matériels sont à titre indicatif et peuvent varier sans préavis.

Technologie : câbles de transmission



## **Annexe 2**

### **INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

#### **COMMUNE DE ECQUES**

#### **SOCIÉTÉ CHIMIREC-NOREC**

### **ARRÊTÉ IMPOSANT DES PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES**

**LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS**  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**VU** le Code de l'Environnement, et notamment le titre I du livre V pour ses parties législative et réglementaire ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières en application du 5 de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 29 avril 2004 autorisant la société CHIMIREC-NOREC, située ZAL de Mussent à ECQUES (62129) à exploiter une activité de tri, transit et regroupement de déchets dangereux ;

**VU** le courrier du 27 janvier 2014, par lequel la société transmet une proposition de calcul du montant de la garantie financière applicable aux installations, visées sous les rubriques 2717 et 2790 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du xxxx ;

**VU** l'avis du CODERST du xxxx ;

**CONSIDÉRANT** que la société CHIMIREC-NOREC est visée dans la liste des installations figurant en annexe de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières en application du 5 de l'article R. 516-1 du code de l'environnement pour ses installations de tri, transit et regroupement de déchets dangereux ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières en application du 5 de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, cette obligation démarre au 1<sup>er</sup> juillet 2012 ;

**CONSIDÉRANT** que le site est classé au titre des rubriques ICPE 2717 et 2790 citées aux annexes de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières en application du 5 de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières en application du 5 de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, l'exploitant doit, pour les installations concernées, constituer 20 % du montant initial des garanties financières dans un délai de deux ans, soit avant le 1<sup>er</sup> juillet 2014 ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées, la proposition de montant des garanties financières est adressée au Préfet au moins 6 mois avant la première échéance de constitution, soit avant le 31 décembre 2013 ;

**CONSIDÉRANT** que la société a transmis cette proposition et que le montant des garanties financières proposé respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** que l'article R. 512-31 du code de l'environnement prévoit que des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'inspection des installations classées afin de fixer des prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 rend nécessaires ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

## **ARRETE :**

### **ARTICLE 1**

La société CHIMIREC-NOREC, dont le siège social est situé Zone d'Activités Légères de Mussent à ECQUES (62129) est tenue, pour la poursuite d'activité de ses installations situées à ECQUES, à la même adresse, de constituer des garanties financières pour la mise en sécurité de ses installations.

### **ARTICLE 2 - MONTANT ET ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Le montant total des garanties à constituer, suivant le planning fixé à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières en application du 5 de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, est de 178 152 Euros, sur la base d'un indice TP 01 (publié au 31 janvier 2014) égal à 703,6 et pour une TVA de 20 %.

L'échéancier de constitution des garanties financières est conforme à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières en application du 5 de l'article R. 516-1 du code de l'environnement. En tout état de cause, la constitution de 20 % du montant cité plus haut est effectif au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2014.

L'exploitant adresse au Préfet, dans un délai de 3 semaines suivant la notification du présent arrêté, le document attestant de la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement et précise la valeur de l'indice TP01 utilisé.

### **ARTICLE 3 - RENOUELEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

L'exploitant adresse au Préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins six mois avant leur échéance.

### **ARTICLE 4 - ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES**

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.



## **ARTICLE 5 - RÉVISION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toutes modifications des conditions d'exploitation de l'établissement.

## **ARTICLE 6 - ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES**

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées de l'établissement, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

## **ARTICLE 7 - APPEL DES GARANTIES FINANCIÈRES**

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- soit en cas de non respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de mise en sécurité après intervention des mesures prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.

## **ARTICLE 8 - LEVÉE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIÈRES**

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512 39-1 à R. 512-39-3, par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

En application de l'article R.516-5 du code de l'environnement, le Préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

